



# Le programme du FN et les idées d'extrême droite sont opposés aux intérêts des salarié-es !

Les réponses favorables au patronat subies par les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es, les jeunes, ainsi que la crise avec ses conséquences dramatiques, fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Cela accroît la désespérance sociale.

Depuis quelques années et l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, le Front national essaie de banaliser son image. Mais derrière cette façade détournant à ses fins électoralistes certaines revendications du mouvement social, le FN reste un parti nationaliste, xénophobe, sexiste et raciste. Il agit de concert avec la nébuleuse de l'extrême droite française actuellement à l'offensive (des manifestations réactionnaires et homophobes, en passant par les violences racistes de groupuscules, jusqu'au duo antisémite Dieudonné-Soral). C'est un piège dans lequel les salarié-es ne peuvent tomber d'autant qu'il existe d'autres solutions pour sortir de la crise, comme répartir autrement les richesses, revitaliser les solidarités...

## Des discours démagogiques et opportunistes

En changeant son discours selon les saisons et les publics, le FN veut apparaître comme le soutien des salarié-es. Mais le FN est contre la réduction du temps de travail, qui constitue pour lui une « désorganisation des entreprises et une hausse

injustifiée de la masse salariale » ; il est contre le Code du travail « pour libérer le travail des entreprises de l'étatisme » ; il est bien sûr contre la grève qui est assimilée à une « prise d'otage » hostile à « l'intérêt national » ; et il est évidemment contre les syndicats assimilés à un facteur de blocage de l'économie ». Les élu-es FN à l'Assemblée nationale ne portent pas de propositions en faveur des salarié-es : aucune sur le Smic, la défense des retraites, l'éducation, la santé, une fiscalité plus juste !

## La fausse solution du capitalisme national

L'accélération des politiques d'austérité a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. Face à l'Europe et à la mondialisation libérales, contraires aux intérêts des salarié-es et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer à l'antagonisme capital/travail et à la financiarisation de l'économie.

Contrairement au FN, nous revendiquons un monde où les solidarités internationales priment en termes économiques, politiques et sociales. Le capitalisme provoque l'accapement des richesses par une minorité, c'est bien l'exploitation qui est en cause. C'est l'union à grande échelle des salarié-es, quels que soient leur nationalité et leur lieu de travail, qu'il convient de rechercher.

## La préférence nationale : un projet raciste

Faire de l'étranger un bouc émissaire est à l'opposé des valeurs de solidarités que nous portons et défendons au quotidien. Toutes les discriminations, notamment en raison de l'origine, sont pourtant interdites en France. Or, tous les amalgames de ces dernières années (en matière de sécurité, d'immigration, de religion, d'emploi...) ont fini par renforcer et diffuser dans notre société un discours de stigmatisation. **La préférence nationale est au cœur du programme du FN. Elle exprime la volonté de réserver les emplois, les logements, les aides sociales aux détenteurs/trices de la nationalité française, en excluant une bonne partie des classes populaires.**

## Les droits des femmes dévoyés

Le Front national a été obligé d'intégrer dans son discours le fait que les femmes ont obtenu certains acquis. Il va jusqu'à se prétendre le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration. Les rangs du FN comptent les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères. On y retrouve les militant-es pro-life» qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école. Nombre de ses adhérents-es et de ses satellites étaient présent-es dans les manifestations qui s'opposaient à l'égalité des droits entre hétérosexuel-les et homosexuel-les. Leur obsession identitaire et xénophobe : c'est avant tout la défense réactionnaire du mythe d'un occident blanc chrétien. Les acquis des femmes sont bien le fruit de luttes féministes, que le FN a toujours combattues!

## L'extrême droite est aux antipodes des intérêts des salarié-es...

Aux antipodes d'une société solidaire, le projet du FN aboutit à aggraver la concurrence, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes. Après la victoire de l'extrême droite dans 14 villes aux dernières élections municipales, rappelons que la gestion des villes sous domination FN dans les années 90 a été particulièrement désastreuse et avant tout anti sociale.

Le Pen se présente comme la « candidate anti-système », en défense du peuple, des « laissés pour compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est d'abord celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Le FN, de l'échelon communal à l'échelon européen, ne distillera que division, repli sur soi et fragilisera le vivre ensemble !

Il faut s'organiser syndicalement, lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !

Notre campagne intersyndicale « Uni-es contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques », initiée le 29 janvier 2014 à Paris, avec des centaines de syndicalistes, et plusieurs dizaines d'initiatives sur tout le territoire, entre dans une nouvelle phase pour contrer massivement l'extrême-droite.

25 avril 2014

